

Registre de Commerce et des Sociétés

Numéro RCS : F14275

Référence de dépôt : L240106662

Déposé et enregistré le 07/06/2024

LPVI – Luxembourg Property Valuation Institute a.s.b.l.

Association sans but lucratif

Siège social : 102, route de Peppange,
L-3271 Bettembourg, Grand-Duché de Luxembourg

R.C.S. numéro : F14275

STATUTS COORDONNES AU 26 MARS 2024

Article 1 : Dénomination, Siège et Année fiscale

(1) Le nom de l'association est :

« LP VI - Luxembourg Property Valuation Institute a.s.b.l. » (l'« Association »)

Dans ses activités exercées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, l'Association peut également utiliser le nom « ILEI - Institut Luxembourgeois d'Évaluation Immobilière ».

(2) Son siège et son administration sont à Bettembourg.

Le conseil peut fixer ou déplacer l'adresse du siège social dans les limites de la commune de Bettembourg. Par dérogation, la première adresse du siège social de l'Association est déterminée par l'assemblée générale.

(3) L'année fiscale correspond à l'année civile. Le premier exercice commence le jour de la création de l'association et se termine le 31 décembre 2023.

Article 2 : Objet de l'association

(1) favoriser les travaux d'experts immobiliers en tenant compte de toutes normes d'évaluation nationales et internationales,

(2) le développement et la diffusion de normes nationales d'évaluation immobilière et d'autres normes basées sur les normes internationales, notamment les normes européennes d'évaluation du Groupe européen des associations d'évaluateurs (« TEGoVA »),

(3) la promotion et l'organisation de la formation professionnelle et continue des membres dans le domaine de l'évaluation immobilière et du secteur immobilier au sens large,

(4) l'organisation d'événements scientifiques, de congrès scientifiques par l'Association et de tous événements qui en découlent,

(5) la publication de brochures, de bulletins et de publications individuelles ainsi que la publication des rapports et des conclusions des congrès scientifiques et de leurs fondements,

- (6) contacter la presse écrite et spécialisée,
- (7) soutenir les membres dans l'exercice de leur profession en représentant les intérêts communs des membres sur le plan social et politique,
- (8) la coopération avec des institutions et associations nationales et internationales dans le domaine de l'évaluation immobilière et du secteur immobilier au sens large,
- (9) l'échange d'expériences entre les membres,
- (10) la collecte de dons monétaires bénéficiant aux fins décrites ci-dessus.

Article 3 : Statut d'association

- (1) Dans le cadre de ses activités conformément à l'article 2 des présents statuts, l'Association poursuit exclusivement et directement des fins caritatives au sens de la loi. Elle travaille de manière désintéressée et ne poursuit pas avant tout ses propres objectifs économiques.
- (2) Les fonds de l'Association doivent être utilisés exclusivement à des fins statutaires. Il n'y aura aucune distribution de bénéfices à des membres tiers.
- (3) Nul ne peut bénéficier de dépenses de l'Association qui ne correspondent pas à l'objet de l'Association ou d'une rémunération disproportionnée. Une indemnisation appropriée doit être versée pour rembourser les dépenses, sauf si d'autres dispositions légales s'appliquent. Dans des cas individuels, il appartient au conseil d'administration d'en examiner l'opportunité.
- (4) Si un membre quitte l'Association ou si l'Association est dissoute, les biens apportés seront remboursés.
- (5) Un changement d'objet de l'Association ne peut intervenir que dans les conditions prévues par la loi.

Article 4 : Membres

- (1) L'Association est composée de :
 - (a) Membres fondateurs (alinéa 2),
 - (b) Membres ordinaires (paragraphe 3),
 - (c) Membres de soutien (paragraphe 4) et
 - (d) Membres honoraires (paragraphe 5).

Le nombre minimum de membres effectifs est de trois.

- (2) Peut devenir membre ordinaire de l'association toute personne physique ayant un lien professionnel avec l'évaluation immobilière, de sorte qu'une contribution positive à la réalisation des objectifs de l'association puisse être attendue.

(3) Toute personne physique, personne morale ou autre institution qui exprime un intérêt pour le travail de l'association peut devenir membre bienfaiteur.

(4) Avec l'approbation de l'assemblée générale, le conseil d'administration peut nommer des partenaires de coopération de l'Association ou des personnalités exceptionnelles comme membres honoraires pour des services spéciaux rendus à l'Association ou à la réalisation des objectifs de l'Association. Les membres honoraires bénéficient d'une exonération du paiement des cotisations.

Article 5 : Procédure d'admission

(1) Les demandes d'adhésion sont adressées par le candidat au conseil d'administration.

(2) La demande d'adhésion régulière doit indiquer une activité professionnelle du demandeur liée à l'évaluation des biens.

(3) Dans le cas des membres sympathisants, la personne qui représente le demandeur doit être nommée dans la demande d'adhésion.

(4) Le conseil d'administration décide de l'acceptation de la demande d'adhésion lors des réunions ordinaires du conseil d'administration. La décision d'admission doit être prise à l'unanimité.

Article 6 : Droits et obligations des membres

(1) Les membres ont le droit de participer aux événements de l'Association. Ils disposent d'un droit de vote égal à l'assemblée générale.

(2) Si un membre participe à des groupes de travail ou à d'autres comités de l'Association dans lesquels des œuvres protégées par le droit d'auteur sont créées ou éditées, le membre transfère par la présente tous les droits d'utilisation et d'exploitation du droit d'auteur à l'Association pour un usage exclusif. Le membre ou le salarié n'a pas droit à une part des revenus générés par l'Association par l'exercice de ces droits.

(3) Dans l'exercice des droits exclusifs d'utilisation et d'exploitation auxquels l'Association a droit conformément à l'article 6, paragraphe 2 des présents statuts sur les résultats des travaux développés dans les groupes de travail et autres comités de l'Association, l'Association accorde à tous ses membres respectifs le droit non exclusif d'utiliser ces résultats pour les utiliser à leurs propres fins dans le cadre de leurs propres activités commerciales ou autres activités professionnelles et de les reproduire dans ce cadre et de les rendre accessibles à leurs propres employés, mais pas à des tiers. Il n'y a pas d'obligation de rémunération à ce titre.

Article 7 : Cotisation

La cotisation doit être payée annuellement à l'avance. Le montant maximum de la cotisation est de 300 (trois cents) euros pour les membres réguliers et de 1 500 (mille cinq cents) euros pour les membres bienfaiteurs. L'assemblée générale détermine le montant de la cotisation.

Article 8 : Expiration de l'adhésion

(1) L'adhésion se perd par :

- (a) Le décès d'un membre,
- (b) Le retrait volontaire,
- (c) La radiation de la liste des membres et
- (d) L'exclusion.

(2) La démission volontaire doit être signalée par écrit au conseil d'administration.

(3) Les membres qui n'ont pas payé leur cotisation au-delà de la fin de l'année de l'Association peuvent être radiés de la liste des membres par décision du conseil d'administration après deux rappels infructueux.

(4) Un membre peut être exclu de l'Association par décision de l'assemblée générale s'il existe un motif important. Les motifs d'exclusion comprennent notamment les violations flagrantes des présents statuts et des intérêts de l'Association.

Article 9 : Organes de l'Association

(1) Les organes de l'Association sont :

- i. l'assemblée générale,
- ii. le conseil d'administration et
- iii. le conseil consultatif.

(2) Sur décision du conseil d'administration, d'autres institutions et structures organisationnelles, notamment des comités chargés de tâches spéciales, peuvent être créés.

Article 10 : Assemblée générale

(1) Tous les membres appartiennent à l'assemblée générale.

(2) Chaque membre dispose d'une voix. Tout membre peut participer à une assemblée générale en désignant un autre membre comme mandataire. L'autorisation doit être faite par écrit et doit être accordée séparément pour chaque assemblée générale. Les représentations multiples sont autorisées.

Les membres peuvent participer à toute assemblée par téléphone ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler de manière continue, et permettant leur identification. Dans ce cas, la participation à l'assemblée par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à l'assemblée, et cette assemblée sera considérée comme étant tenue au siège social de l'Association.

(3) L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. La convocation doit être faite au moins quinze jours avant la date de l'assemblée. La convocation doit être faite par écrit

sous forme de lettre ou sur support électronique (e-mail) avec en pièce jointe un ordre du jour. Le délai court à compter du lendemain de l'envoi de la lettre de convocation ; la date du cachet de la poste ou la date d'envoi de l'e-mail fait foi. La convocation est réputée avoir été reçue par le membre si elle est adressée à la dernière adresse postale ou électronique fournie par écrit à l'Association par le membre.

Article 11 : Demandes

Les candidatures à l'assemblée générale parmi les membres doivent être soumises par écrit au conseil d'administration avec une brève explication au moins cinq jours avant l'assemblée générale ordinaire.

Article 12 : Assemblée générale ordinaire, assemblée générale extraordinaire

(1) L'assemblée générale ordinaire a lieu au moins une fois par an.

(2) Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires. A la demande écrite d'un cinquième au moins de l'ensemble des membres, le conseil d'administration doit convoquer une assemblée générale fixant l'ordre du jour proposé. En outre, le conseil d'administration doit convoquer une assemblée générale extraordinaire si l'intérêt de l'Association l'exige.

Article 13 : Tâches et résolutions de l'assemblée générale

(1) L'assemblée générale est l'organe décisionnel suprême de l'Association.

(2) Sauf si la loi ou les présents statuts prévoient des conditions particulières concernant le quorum de présence, l'assemblée générale dispose du quorum si elle est dûment convoquée, quel que soit le nombre des membres présents. A moins que la loi ou les présents statuts ne prévoient des exigences de majorité spécifiques, les résolutions sont généralement prises à main levée avec une majorité simple des voix conformément au paragraphe (9).

(3) L'assemblée générale est responsable de toutes les tâches, sauf si celles-ci ont été transférées à un autre organe de l'Association conformément aux statuts et décide de :

- (a) l'objet de l'Association,
- (b) l'approbation du règlement intérieur de l'Association,
- (c) l'approbation des états financiers annuels,
- (d) la décharge du conseil d'administration,
- (e) la nouvelle élection du conseil,
- (f) les modifications apportées aux statuts,
- (g) déterminer les cotisations des membres personnels,
- (h) déterminer les cotisations des membres bienfaiteurs,
- (i) les exemptions de frais,
- (j) les candidatures à l'assemblée générale émanant du conseil d'administration et des membres personnels et bienfaiteurs,
- (k) l'exclusion des membres et
- (l) la dissolution de l'Association.

(4) L'assemblée générale élit le conseil d'administration parmi les membres. Sont élus ceux qui obtiennent le plus de suffrages exprimés. L'élection se déroule secrètement au scrutin ordinaire.

(5) L'assemblée générale peut voter contre les membres du conseil d'administration. L'exclusion d'un membre du conseil d'administration requiert les 2/3 des votes exprimés lors de l'assemblée générale, les 2/3 des membres devant être présents à l'assemblée.

(6) L'assemblée générale accepte le rapport annuel d'activité du conseil d'administration et le rapport de révision du commissaire et donne décharge au conseil d'administration. Les comptes annuels et le rapport annuel doivent lui être soumis par écrit afin de prendre une décision sur l'approbation et la décharge du conseil d'administration. Elle nomme un commissaire au compte qui n'est ni membre du conseil ni d'un comité nommé par le conseil et qui ne peut être un employé de l'Association. Le commissaire aux comptes doit examiner les livres, y compris les comptes annuels, et en rendre compte à l'assemblée générale. Le commissaire aux comptes a accès à tous les documents comptables et de facturation de l'Association.

(7) L'assemblée générale décide des modifications des statuts à la majorité des 2/3 des voix exprimées. Les demandes de modification des statuts doivent contenir le texte des modifications des statuts proposées et être envoyées aux membres avec la convocation à l'assemblée générale en temps utile (quinze jours avant l'assemblée générale). Si les 2/3 des membres ne sont pas présents à l'assemblée, une nouvelle assemblée doit être convoquée au moins quinze jours après la première assemblée. Les modifications des statuts peuvent être votées à la majorité des 2/3 des voix exprimées, sans quorum. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, les modifications de l'objet de l'Association ne peuvent être décidées que dans les conditions prévues par la loi.

(8) Lors d'une assemblée générale qui doit décider de la dissolution de l'Association, celle-ci doit être inscrite comme un point distinct à l'ordre du jour. L'assemblée générale prononcera la dissolution dans les conditions prévues par la loi.

(9) Les résolutions sont adoptées à la majorité simple des voix. En cas d'égalité, le vote sera tranché en cas d'élection ; dans les autres cas, la voix du Président ou de l'administrateur présidant l'assemblée sera déterminante. Des résolutions peuvent être prises en dehors de l'ordre du jour à la condition qu'elles soient adoptées à l'unanimité des membres présents ou représentés à l'assemblée générale.

(10) Il doit être dressé un procès-verbal des délibérations et des résolutions de l'assemblée générale, qui doit être signé par l'administrateur présidant l'assemblée, le rédacteur du procès-verbal et le secrétaire.

Article 14 : Conseil d'administration

(1) Le conseil d'administration comprend jusqu'à cinq membres (§14 (1) a-e) :

- (a) le Président,
- (b) le Vice-Président,
- (c) le secrétaire,
- (d) le trésorier et
- (e) jusqu'à six membres supplémentaires du conseil d'administration.

Le conseil d'administration tient au siège de l'Association un registre des membres. Ce registre reprend : 1° s'il s'agit de personnes physiques : a) leurs noms ; b) leurs prénoms ; c) leur adresse privée ou professionnelle ; 2° s'il s'agit de personnes morales : a) leur dénomination sociale ; b) leur forme juridique ; c) l'adresse précise de leur siège social et d) le numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés si la législation de l'État dont la personne morale relève prévoit un tel numéro ainsi que le nom du registre le cas échéant.

Le conseil d'administration peut décider que le registre sera tenu sous forme électronique. Le conseil d'administration inscrit toutes les décisions d'admission, de démission et d'exclusion des membres ou de l'évènement qui les rend nécessaires dans ce registre endéans le délai d'un mois de la connaissance qu'il a eu de la décision.

(2) Le conseil d'administration est élu par l'assemblée générale de telle sorte que d'abord le Président, puis le Vice-Président et enfin les autres membres du conseil d'administration soient élus au scrutin séparé. A l'exception du Président et du Vice-Président, le conseil d'administration se répartit les fonctions. L'assemblée générale peut décider de votes séparés par résolution.

(3) Le travail du conseil d'administration est volontaire. Sur demande, seule une indemnité pour frais externes sera accordée contre récépissé.

(4) Les membres du conseil d'administration sont élus pour une période de deux ans. La réélection est possible.

(5) Si un membre du conseil quitte avant la fin de son mandat, un autre membre du conseil prend ses fonctions ou le poste peut être temporairement occupé par les membres restants du conseil en nommant un membre du conseil consultatif à titre de membre temporaire du conseil, à condition que le membre du conseil consultatif soit également membre de l'Association. Un nouveau membre du conseil d'administration sera alors élu lors de la prochaine assemblée générale. Les membres élus du conseil d'administration restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

(6) La concentration des fonctions sur une seule personne au sein du conseil est autorisée. Le Président ne peut exercer aucune autre fonction au sein du conseil.

(7) Le conseil d'administration peut nommer un conseil consultatif composé de cinq membres au maximum, qui ne doivent pas nécessairement être membres de l'Association. Le conseil d'administration peut décider que des membres du conseil consultatif soient élus au conseil d'administration lors de la prochaine assemblée générale, à condition que ces membres du conseil consultatif soient également membres de l'Association. Le conseil consultatif remplit une fonction consultative auprès du conseil d'administration, sans que celui-ci soit lié dans ses décisions aux recommandations du conseil consultatif. Les membres du conseil consultatif ont le droit d'assister aux réunions du conseil d'administration. Les membres du conseil consultatif n'ont pas le droit de voter aux réunions du conseil d'administration.

Articles 15 : Division du conseil d'administration

(1) Le conseil d'administration de l'Association a le pouvoir de diriger toutes les affaires et de prendre toutes les mesures nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de l'Association. Il est

responsable de toutes les affaires de l'Association, sauf si elles sont réservées à l'assemblée générale par la loi ou conformément aux présents statuts.

(2) Le Président et le Vice-Président sont membres du directoire. L'Association est généralement juridiquement engagée par la signature conjointe du Président ou de son Vice-Président et d'un autre membre du conseil d'administration ; ils sont conjointement habilités à représenter l'Association tant judiciairement qu'extrajudiciairement dans toutes les affaires de l'Association si nécessaire, conformément aux résolutions de l'assemblée générale.

(3) En outre, le conseil d'administration peut délivrer des procurations spéciales à des personnes qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration.

(4) Le conseil d'administration exécute les décisions de l'assemblée générale.

(5) Le conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

Article 16 : Résolution du conseil d'administration

(1) Le conseil d'administration se réunit lors de réunions ordinaires du conseil d'administration, qui doivent avoir lieu au moins une fois par trimestre. La réunion du conseil d'administration est présidée par le Président et, en l'absence du Président, par le Vice-Président.

(2) La réunion du conseil d'administration est convoquée au moins une semaine avant la date prévue de la réunion en informant tous les membres du conseil d'administration. La convocation doit être faite par écrit sous forme de lettre ou sur support électronique (e-mail) avec en pièce jointe un ordre du jour. Le délai court à compter du lendemain de l'envoi de la lettre de convocation ; la date du cachet de la poste ou la date d'envoi de l'e-mail fait foi. En cas d'urgence, le respect de ce délai peut être dérogé, à condition que les circonstances soient communiquées dans la convocation écrite de la réunion. Il peut être renoncé à une convocation écrite si tous les membres du conseil d'administration l'acceptent par écrit, sous forme de lettre ou par voie électronique (e-mail). Si le conseil d'administration a établi par résolution un plan des réunions du conseil d'administration à venir, avec indication du lieu et de l'heure, une convocation séparée aux réunions individuelles n'est pas nécessaire.

(3) Le conseil d'administration ne dispose du quorum que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, dont au moins un des membres du directoire. Un administrateur peut se faire représenter par un autre administrateur qui doit donner l'autorisation par lettre, email ou autre moyen de communication. Un administrateur peut représenter plusieurs membres du conseil d'administration.

(4) Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les membres du conseil sont équivalentes aux résolutions adoptées lors des réunions du conseil. De telles résolutions peuvent être prises par tout membre du conseil d'administration par écrit, par lettre, courrier électronique, ou un moyen de communication similaire doit être approuvé par signature. Les approbations écrites doivent être jointes au procès-verbal de la résolution et servir de preuve de l'approbation de la résolution.

(5) Les résolutions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, les voix du Président du conseil d'administration ou, en son absence, celles du Vice-Président sont prépondérantes.

Article 17 : Durée, dissolution de l'Association

(1) L'Association est constituée pour une durée indéterminée.

(2) La dissolution de l'Association ne peut être décidée que par une assemblée générale désignée conformément aux statuts dans le respect des règles de l'article 13 des présents statuts.

(3) En cas de dissolution de l'Association, les membres du conseil d'administration sont nommés liquidateurs. L'unanimité est requise pour que les liquidateurs prennent une décision. Les droits et obligations des liquidateurs sont par ailleurs déterminés conformément aux dispositions de la loi.

(4) En cas de dissolution ou de suppression de l'Association, les actifs doivent être transférés à une autre association luxembourgeoise sans but lucratif ayant un but philanthropique similaire ou autre à celui de l'Association.

Article 18 : Protocoles

(1) Les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale doivent être consignées par écrit et mises à la disposition des membres pour consultation sur demande.

(2) Les tiers qui peuvent justifier d'un intérêt légitime dans les décisions de l'assemblée générale peuvent demander des extraits du procès-verbal de l'assemblée générale. Les résolutions publiées conformément aux dispositions légales le sont dans les formes prévues par la loi.

(3) Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration doivent être signés par le Président de la réunion concernée et par un autre membre du conseil d'administration. Les procurations doivent être jointes au procès-verbal. Le Président du conseil d'administration ou deux membres du conseil d'administration sont autorisés à signer des copies ou extraits de ces procès-verbaux.

Article 19 : Généralités

Toutes les questions non régies par les présents statuts seront décidées conformément à la loi et aux autres dispositions légales applicables.

Article 20 : Entrée en vigueur des statuts

Les statuts ci-dessus ont été approuvés par l'assemblée fondatrice à Steinfort le 23 novembre 2023 et modifiés à Luxembourg le 26 mars 2024.

Article 21 : Langue

Les présents statuts ont été rédigés en langue française, suivi d'une version traduite en allemand et une autre traduite en anglais. En cas de divergence entre les différentes versions, la version des statuts rédigés en français prime sur les versions allemande et anglaise.

LPVI – Luxembourg Property Valuation Institute a.s.b.l.

Association sans but lucratif

Gesellschaftssitz : 102, route de Peppange,
L-3271 Bettemburg, Großherzogtum Luxemburg

R.C.S. Nummer : F14275

KONSOLIDIERTE SATZUNG AM 26. MÄRZ 2024

§ 1 Name, Sitz und Geschäftsjahr

(1) Der Name des Vereins lautet:

"LPVI – Luxembourg Property Valuation Institute a.s.b.l. " (der "Verein").

Bei seinen Tätigkeiten, die er auf dem Gebiet des Großherzogtums Luxemburg ausübt, darf der Verein auch die Bezeichnung "ILEI – Institut Luxembourgeois d'Évaluation Immobilière" verwenden.

(2) Er hat seinen Sitz und seiner Verwaltung in Bettemburg.

Der Vorstand kann die Adresse des Sitzes in den Grenzen der Gemeinde Bettemburg festlegen bzw. Verlegen. Abweichend hiervon wird die erste Adresse des Sitzes des Vereins von der Mitgliederversammlung festgelegt.

(3) Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung des Vereins und endet am 31. Dezember 2023.

§ 2 Vereinszweck

(1) die Förderung der Tätigkeit von Immobiliensachverständigen unter Berücksichtigung etwaiger nationaler und international Bewertungsstandards,

(2) die Entwicklung und Verbreitung von nationalen Immobilienbewertungs- und sonstigen Standards in Anlehnung an internationale Standards, insbesondere der Europäischen Bewertungsstandards der The European Group of Valuers' Associations ("TEGoVA"),

(3) die Förderung sowie die Organisation der beruflichen Fort- und Weiterbildung der Mitglieder im Bereich der Immobilienbewertung und der Immobilienwirtschaft im weiteren Sinne,

(4) die Organisation von wissenschaftlichen Veranstaltungen, wissenschaftlichen Kongressen durch den Verein und den allenfalls daraus resultierenden Ereignissen,

(5) die Herausgabe von Druckschriften, Mitteilungsblättern und von Einzelpublikationen sowie durch die Publikationen der Berichte und Erkenntnisse der Ergebnisse der wissenschaftlichen Kongresse und deren Grundlagen,

(6) die Kontaktaufnahme zu Print- und Fachmedien,

(7) die Unterstützung der Mitglieder bei der Berufsausübung mit der Vertretung der gemeinsamen Interessen der Mitglieder auf gesellschaftlicher und politischer Ebene,

(8) die Zusammenarbeit mit nationalen und internationalen Institutionen und Verbänden im Bereich der Immobilienbewertung und der Immobilienwirtschaft im weiteren Sinne,

(9) Erfahrungsaustausch unter Mitgliedern.

(10) die Sammlung von Geldspenden, die den zuvor näher beschriebenen Zwecken zugutekommen.

§ 3 Gemeinnützigkeit

(1) Der Verein verfolgt im Rahmen seiner Tätigkeit gemäß § 2 dieser Satzung ausschließlich und unmittelbar gemeinnützige Zwecke im Sinne des Gesetzes. Er ist selbstlos tätig und verfolgt nicht in erster Linie eigenwirtschaftliche Zwecke.

(2) Die Mittel des Vereins sind ausschließlich zu satzungsmäßigen Zwecken zu verwenden. Eine Gewinnausschüttung an Mitglieder der Dritte erfolgt nicht.

(3) Niemand darf durch Vereinsausgaben, die dem Vereinszweck fremd sind, oder durch unverhältnismäßig hohe Vergütungen begünstigt werden. Für den Ersatz von Aufwendungen ist, soweit nicht andere gesetzliche Bestimmungen anzuwenden sind, eine angemessene Entschädigung zu leisten. Im Einzelfall ist die Prüfung der Angemessenheit Sache des Vorstandes.

(4) Bei Ausscheiden eines Mitglieds aus dem Verein oder bei Vereinsauflösung erfolgt eine Rückerstattung eingebrachter Vermögenswerte.

(5) Eine Änderung des Vereinszwecks darf nur unter den im Rahmen der vom Gesetz vorgesehenen Bedingungen erfolgen.

§ 4 Mitglieder

(1) Der Verein besteht aus:

- (a) Gründungsmitgliedern (Abs. 2),
- (b) ordentlichen Mitgliedern (Abs. 3),
- (c) fördernden Mitgliedern (Abs. 4) und
- (d) Ehrenmitgliedern (Abs. 5).

Die Mindestzahl der ordentlichen Mitglieder beträgt drei.

(2) Für eine ordentliche Mitgliedschaft des Vereins kann sich jede natürliche Person bewerben, die einen beruflichen Bezug zur Immobilienbewertung hat, so dass ein positiver Beitrag zu Erreichung der Vereinszwecke zu erwarten ist.

(3) Förderndes Mitglied kann jede natürliche Person, juristische Person oder sonstige Einrichtung werden, die ein Interesse an der Arbeit des Vereins bekundet.

(4) Mit Zustimmung der Mitgliederversammlung kann der Vorstand Kooperationspartner des Vereins oder herausragende Persönlichkeiten für besondere Verdienste um den Verein oder die Verwirklichung der Vereinsziele zu Ehrenmitgliedern ernennen. Ehrenmitgliedern wird Befreiung von der Beitragspflicht gewährt.

§ 5 Aufnahmeverfahren

(1) Aufnahmeanträge für eine Mitgliedschaft werden vom Antragsteller / der Antragstellerin an den Vorstand gerichtet.

(2) Aus dem Antrag auf ordentliche Mitgliedschaft hat eine berufliche Tätigkeit des Antragsstellers / der Antragstellerin mit Bezug zur Immobilienbewertung hervorzugehen.

(3) Bei fördernden Mitgliedern sind im Aufnahmeantrag die Person zu benennen, die den Antragsteller die Antragstellerin vertreten soll.

(4) Über die Annahme des Aufnahmeantrags entscheidet der Vorstand im Rahmen der regelmäßigen Vorstandsitzungen. Die Entscheidung über eine Aufnahme muss einstimmig getroffen werden.

§ 6 Rechte und Pflichten der Mitglieder

(1) Die Mitglieder sind berechtigt, an den Veranstaltungen des Vereins teilzunehmen. Sie haben in der Mitgliederversammlung gleiches Stimmrecht.

(2) Falls ein Mitglied in Arbeitskreisen oder sonstigen Gremien des Vereins mitwirkt, in dem urheberrechtlich schutzfähige Werke er- oder bearbeitet werden, überlässt das Mitglied bereits jetzt sämtliche urheberrechtliche Nutzungs- und Verwertungsrechte dem Verein zur ausschließlichen Wahrnehmung. Ein Anspruch des Mitgliedes oder des Mitarbeiters auf Beteiligung an dem vom Verein aus seiner Wahrnehmung dieser Rechte entstehenden Einnahmen entsteht nicht.

(3) In Ausübung der dem Verein gemäß § 6 Abs. 2 dieser Satzung zustehenden ausschließlichen Nutzungs- und Verwertungsrechte an den in den Arbeitskreisen und sonstigen Gremien des Vereins erarbeiteten Arbeitsergebnissen räumt der Verein allen seine jeweiligen Mitgliedern das nicht-ausschließliche Recht ein, diese Ergebnisse im Rahmen ihrer eigenen gewerblichen oder sonstigen Erwerbstätigkeit für eigene Zwecke zu nutzen sowie in diesem Rahmen zu vervielfältigen und den eigenen beschäftigten, jedoch keinen Dritten zugänglich zu machen. Eine Entgelpflicht hierfür besteht nicht.

§ 7 Mitgliedsbeitrag

Der Mitgliedsbeitrag ist jährlich im Voraus zu entrichten. Der maximale Betrag des Mitgliedsbeitrags beträgt für ordentliche Mitglieder 300 (drei hundert) Euro und für fördernde Mitglieder 1.500 (tausend fünfhundert) Euro. Die Höhe des Mitgliedsbeitrags setzt die Mitgliederversammlung fest.

§ 8 Erlöschen der Mitgliedschaft

(1) Die Mitgliedschaft geht verloren durch

- (a) Tod,
- (b) Freiwilligen Austritt,
- (c) Streichung aus der Mitgliederliste und
- (d) Ausschluss.

(2) Der freiwillige Austritt muss dem Vorstand schriftlich gemeldet werden.

(3) Mitglieder, die ihren Beitrag über das Ende des Vereinsjahres hinaus nicht entrichtet haben, können nach zweimaliger erfolgloser Mahnung auf Beschluss des Vorstandes aus der Mitgliederliste gestrichen werden.

(4) Durch Beschluss der Mitgliederversammlung kann ein Mitglied aus dem Verein ausgeschlossen werden, wenn ein wichtiger Grund vorliegt. Ausschlussgründe sind insbesondere grobe Verstöße gegen diese Satzung und Interessen des Vereins.

§ 9 Organe des Vereins

(1) Die Organe des Vereins sind:

- i. die Mitgliederversammlung,
- ii. der Vorstand und
- iii. der Beirat.

(2) Auf Beschluss des Vorstands können weitere organisatorische Einrichtungen und Gliederungen, vor allem Ausschüsse mit besonderen Aufgaben geschaffen werden.

§ 10 Mitgliederversammlung

(1) Der Mitgliederversammlung gehören alle Mitglieder an.

(2) Jedes Mitglied hat eine Stimme. Jedes Mitglied kann an einer Mitgliederversammlung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied als Bevollmächtigten ernennt. Die Bevollmächtigung hat schriftlich zu erfolgen und ist für jede Mitgliederversammlung gesondert zu erteilen. Mehrfachvertretungen sind zulässig.

Mitglieder können an jeder Versammlung per Telefon- oder Videokonferenz oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels teilnehmen, unter der Bedingung, dass alle Teilnehmer sich gegenseitig ununterbrochen hören und sprechen können und identifizierbar sind. In diesem

Fall wird die Teilnahme mittels solcher Mittel der persönlichen Teilnahme an der Versammlung gleichgestellt, und die Versammlung gilt als am Sitz des Vereins abgehalten.

(3) Die Mitgliederversammlung wird durch den Vorstand einberufen. Die Einberufung muss mindestens fünfzehn Tage vor dem Termin der Versammlung erfolgen.

Die Einberufung hat schriftlich in Form eines Briefes oder eines elektronischen Mediums (E-Mail) unter Beifügung einer Tagesordnung zu erfolgen. Die Frist beginnt mit dem auf die Absendung des Einladungsschreibens folgenden Tag, es gilt das Datum des Poststempels oder das Absendedatum der E-Mail. Das Einberufungsschreiben gilt dem Mitglied als zugegangen, wenn es an die letzte vom Mitglied dem Verein schriftlich bekannt gegebene Post- oder Emailadresse gerichtet ist.

§ 11 Anträge

Anträge an die Mitgliederversammlung aus der Reihe der Mitglieder sind mindestens fünf Tage vor Zusammentritt der ordentlichen Mitgliederversammlung dem Vorstand schriftlich mit kurzer Begründung einzureichen.

§ 12 Ordentliche Mitgliederversammlung, Außerordentliche Mitgliederversammlung

(1) Die ordentliche Mitgliederversammlung findet mindestens einmal jährlich statt.

(2) Der Vorstand kann außerordentliche Mitgliederversammlungen einberufen. Auf schriftliches Verlangen von mindestens einem Fünftel aller Mitglieder muss der Vorstand unter Angabe der vorgeschlagenen Tagesordnung eine Mitgliederversammlung einberufen. Außerdem muss der Vorstand eine außerordentliche Mitgliederversammlung einberufen, wenn das Interesse des Vereins es erfordert.

§ 13 Aufgaben und Beschlussfassung der Mitgliederversammlung

(1) Die Mitgliederversammlung ist das oberste beschlussfassende Organ des Vereins.

(2) Soweit nicht das Gesetz oder diese Satzung spezifische Erfordernisse das Anwesenheitsquorum betreffend vorsehen, ist bei ordnungsgemäßer Einladung die Mitgliederversammlung ohne Rücksicht auf die Anzahl der erschienenen Mitglieder beschlussfähig. Soweit nicht das Gesetz oder diese Satzung spezifische Mehrheitserfordernisse vorsehen, werden Beschlüsse grundsätzlich durch Handzeichen mit einfacher Stimmenmehrheit in Einklang mit Abs. (9) getroffen.

(3) Die Mitgliederversammlung ist für alle Aufgaben zuständig, sofern diese nicht gemäß der Satzung einem anderen Vereinsorgan übertragen wurden und beschließt über:

- (a) Zweck des Vereins,
- (b) Genehmigung aller Geschäftsordnungen für den Vereinsbereich,
- (c) die Genehmigung des Jahresabschlusses,
- (d) die Entlastung des Vorstandes,
- (e) die Neuwahl des Vorstandes,
- (f) Satzungsänderungen,
- (g) die Festsetzung der Beiträge der persönlichen Mitglieder,

- (h) die Festsetzung der Beiträge der fördernden Mitglieder,
- (i) Gebührenbefreiungen,
- (j) Anträge an die Mitgliederversammlung durch den Vorstand und von persönlichen sowie fördernden Mitgliedern,
- (k) den Ausschluss von Mitgliedern und
- (l) die Auflösung des Vereins.

(4) Die Mitgliederversammlung wählt aus der Reihe der Mitglieder den Vorstand. Gewählt sind Personen, die die meisten der abgegebenen Stimmen auf sich vereinigen. Die Wahl findet geheim auf Stammzetteln statt.

(5) Die Mitgliederversammlung kann Mitglieder des Vorstands abwählen. Zur Abwahl von Mitgliedern des Vorstands sind 2/3 in der Mitgliederversammlung abgegebenen Stimmen, wobei 2/3 der Mitglieder in der Versammlung anwesend sein müssen.

(6) Die Mitgliederversammlung nimmt den jährlich vorzulegenden Geschäftsbericht des Vorstands und den Prüfungsbericht des Rechnungsprüfers entgegen und erteilt dem Vorstand Entlastung. Ihr sind die Jahresrechnung und der Jahresbericht zur Beschlussfassung über die Genehmigung und die Entlastung des Vorstands schriftlich vorzulegen. Sie bestellt einen Rechnungsprüfer, der weder dem Vorstand noch einem vom Vorstand berufenen Gremium angehört und auch nicht Angestellter des Vereins sein darf. Der Rechnungsprüfer hat die Buchführung einschließlich Jahresabschluss zu prüfen und über das Ergebnis vor der Mitgliederversammlung zu berichten. Der Rechnungsprüfer hat Zugang zu allen Buchungs- und Rechnungsunterlagen des Vereins.

(7) Die Mitgliederversammlung beschließt über die Änderung der Satzung mit einer Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen. Anträge auf Satzungsänderung müssen den Text der vorgeschlagenen Satzungsänderungen enthalten und mit der Einladung zur Mitgliederversammlung rechtzeitig (15 Tage vor der Mitgliederversammlung) den Mitgliedern zugesandt werden. Wenn 2/3 der Mitglieder in der Versammlung nicht anwesend sind, muss eine erneute Versammlung mindestens 15 Tage nach der ersten Versammlung einberufen werden. Satzungsänderungen mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen können, ohne Anwesenheitsquorum, abgestimmt werden. Abweichend von den vorstehenden Bestimmungen können Änderungen des Vereinszwecks nur unter den vom Gesetz vorgesehenen Bedingungen beschlossen werden.

(8) In einer Mitgliederversammlung, die einberufen wurde, um über die Auflösung des Vereins zu entscheiden, ist dies als separater Punkt in der Tagesordnung aufzuführen. Die Mitgliederversammlung wird über die Auflösung unter den für die Statutenänderungen vorgesehenen Bedingungen entscheiden.

(9) Die Beschlussfassung erfolgt durch einfache Stimmenmehrheit. Bei Stimmengleichheit entscheidet im Falle einer Wahl das Los, in anderen Fällen die Stimme des Vorsitzenden bzw. des die Versammlung leitenden Vorstandsmitgliedes. Beschlüsse können außerhalb der Tagesordnung gefasst werden, sofern sie von den in der Mitgliederversammlung anwesenden oder vertretenen Mitgliedern einstimmig beschlossen werden.

(10) Über den Ablauf und die Beschlüsse der Mitgliederversammlung ist ein Protokoll aufzunehmen, das von dem die Versammlung leitenden geschäftsführenden Vorstand, dem Protokollführer und dem Generalsekretär zu unterzeichnen ist.

§ 14 Vorstand

(1) Der Vorstand besteht aus bis zu fünf Mitgliedern (§14 (1) a-e)

- (a) dem Vorsitzenden,
- (b) dem Stellvertreter,
- (c) dem Generalsekretär,
- (d) dem Schatzmeister und
- (e) eines weiteren Vorstandsmitgliedes.

Der Vorstand führt ein Mitgliederverzeichnis am Sitz des Vereins. Dieses Verzeichnis enthält: 1° bei natürlichen Personen: a) ihre Nachnamen; b) ihre Vornamen; c) ihre Privat- oder Geschäftsanschrift; 2° bei juristischen Personen: a) ihre Firmennamen; b) ihre Rechtsform; c) die genaue Anschrift ihres Sitzes und d) die Handelsregisternummer im Handels- und Unternehmensregister, sofern die Rechtsvorschriften des Staates, dem die juristische Person unterliegt, eine solche Nummer vorsehen, sowie ggfs. die Bezeichnung des Verzeichnisses.

Der Vorstand kann beschließen, dass das Verzeichnis in elektronischer Form geführt wird. Der Vorstand nimmt alle Entscheidungen über die Aufnahme, den Austritt und den Ausschluss von Mitgliedern sowie das Ereignis, das diese Entscheidungen erforderlich macht, innerhalb eines Monats nach Kenntnisaufnahme der Entscheidung in dieses Verzeichnis auf.

(2) Der Vorstand wird von der Mitgliederversammlung in der Weise gewählt, dass in getrennten Wahlgängen zunächst der Vorsitzende, sodann der Stellvertreter und dann die übrigen Vorstandsmitglieder gewählt werden. Mit Ausnahme des Vorsitzenden und des Stellvertreters verteilt der Vorstand die Funktionen unter sich. Die Mitgliederversammlung kann durch Beschluss getrennte Wahlgänge beschließen.

(3) Die Vorstandsarbeit ist ehrenamtlich. Auf Antrag wird lediglich eine Aufwandsentschädigung von externen Kosten gegen Beleg gewährt.

(4) Die Mitglieder des Vorstandes werden für die Dauer von zwei Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist möglich.

(5) Scheidet ein Mitglied des Vorstandes vor Ablauf seiner Amtsdauer aus, so übernimmt ein anderes Vorstandsmitglied dessen Aufgaben oder die Position kann vorübergehend von den restlichen Vorstandsmitgliedern durch Ernennung eines Beiratsmitglieds zum vorübergehenden Vorstandsmitglied gefüllt werden, sofern das Beiratsmitglied auch Mitglied des Vereins ist. Die Wahl eines neuen Vorstandsmitglieds erfolgt sodann bei der nächsten Mitgliederversammlung. Die jeweils gewählten Vorstandsmitglieder bleiben im Amt, bis Nachfolger gewählt sind.

(6) Eine Ämterhäufung auf eine Person des Vorstands wird zugelassen. Der Vorsitzende darf kein weiteres Amt im Vorstand innehaben.

(7) Der Vorstand kann einen Beirat mit bis zu fünf Mitgliedern bestellen, die nicht notwendigerweise Mitglieder des Vereins sein müssen. Der Vorstand kann beschließen, dass in der jeweils nächsten Mitgliederversammlung Beiratsmitglieder in den Vorstand gewählt werden sollten, sofern diese Beiratsmitglieder auch Mitglieder des Vereins sind. Der Beirat erfüllt gegenüber dem Vorstand eine beratende Funktion, ohne dass der Vorstand in seinen Entscheidungen an Empfehlungen des Beirats gebunden ist. Beiratsmitglieder sind zur Teilnahme

an Vorstandssitzungen berechtigt. Beiratsmitglieder haben kein Stimmrecht in Vorstandssitzungen.

§ 15 Geschäftsbereich des Vorstandes

(1) Der Vorstand des Vereins hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Vereinszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten des Vereins, soweit sie nicht vom Gesetz oder nach dieser Satzung der Mitgliederversammlung vorbehalten sind.

(2) Der Vorsitzende und der Stellvertreter sind geschäftsführende Vorstände. Der Verein wird grundsätzlich durch die gemeinsame Unterschrift von dem Vorsitzenden oder seinem Stellvertreter zusammen mit einem weiteren Vorstandsmitglied rechtsverbindlich verpflichtet, diese sind gemeinschaftlich zur Vertretung des Vereins berechtigt und vertreten den Verein gerichtlich und außergerichtlich in allen Vereinsangelegenheiten, soweit erforderlich nach Maßgabe der Beschlüsse der Mitgliederversammlung.

(3) Ferner kann der Vorstand Spezialvollmachten an Personen, die nicht notwendigerweise Mitglieder des Vorstands sein müssen, ausstellen.

(4) Der Vorstand führt die Beschlüsse der Mitgliederversammlung aus.

(5) Der Vorstand gibt sich eine Geschäftsordnung.

§ 16 Beschlussfassung des Vorstandes

(1) Der Vorstand trifft sich zu regelmäßigen Vorstandssitzungen, die jedoch mindestens einmal pro Quartal stattfinden sollten. Die Sitzung des Vorstands wird geleitet vom Vorsitzenden, soweit in Abwesenheit des Vorsitzenden von dem stellvertretenden Vorsitzenden.

(2) Die Einberufung der Vorstandssitzung erfolgt mit einer Frist von mindestens einer Woche vor Beginn der anberaumten Sitzung durch Benachrichtigung aller Vorstandsmitglieder. Die Einberufung hat schriftlich in Form eines Briefes oder eines elektronischen Mediums (E-Mail) unter Beifügung einer Tagesordnung zu erfolgen. Die Frist beginnt mit dem auf die Absendung des Einberufungsschreibens folgenden Tag, entscheidend ist das Datum des Poststempels oder das Absendedatum der E-Mail. In dringlichen Fällen kann von der Einhaltung dieser Frist abgesehen werden, sofern Hintergründe solcher Umstände in der schriftlichen Benachrichtigung über die Einberufung der Sitzung mitgeteilt werden. Auf eine schriftliche Einberufung kann verzichtet werden, wenn alle Vorstandsmitglieder dem schriftlich, in Form eines Briefes oder eines elektronischen Mediums (E-Mail) zustimmen. Hat der Vorstand durch Beschlussfassung im Voraus einen Plan über die künftig abzuhaltenden Vorstandssitzungen mit Orts- und Zeitangabe aufgestellt, ist eine gesonderte Einladung zu den einzelnen Sitzungen nicht erforderlich.

(3) Der Vorstand ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, darunter mindestens einer der geschäftsführenden Vorstände. Ein Vorstandsmitglied kann sich durch ein anderes Vorstandsmitglied vertreten lassen, das dazu durch Brief, E-Mail bevollmächtigt wurde. Ein Vorstandsmitglied kann mehrere Vorstandsmitglieder vertreten.

(4) Schriftliche und von allen Vorstandsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse stehen in Vorstandssitzungen gefassten Beschlüssen gleich. Solche Beschlüsse können von

jedem Vorstandsmitglied schriftlich, durch Brief, E-Mail oder ähnliche Kommunikationsmittel durch Unterzeichnung genehmigt werden. Die schriftlichen Genehmigungen sind dem Beschlussprotokoll beizufügen und dienen als Nachweis der Zustimmung zum Beschluss.

(5) Die Beschlüsse des Vorstands werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden des Vorstands bzw. in seiner Abwesenheit die des Stellvertreters.

§ 17 Dauer, Auflösung des Vereins

(1) Der Verein wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

(2) Die Auflösung des Vereins kann nur von einer satzungsmäßig berufenen Mitgliederversammlung unter Einhaltung der Regeln des § 13 dieser Satzung beschlossen werden.

(3) Für den Fall der Auflösung des Vereins werden die Mitglieder des Vorstandes zu Liquidatoren ernannt. Zur Beschlussfassung der Liquidatoren ist Einstimmigkeit erforderlich. Rechte und Pflichten der Liquidatoren bestimmen sich im Übrigen nach den Vorschriften des Gesetzes.

(4) Bei Auflösung oder Aufhebung des Vereins ist das Vermögen einem anderen luxemburgischen Verein ohne Gewinnzweck, welcher ein dem Verein ähnlichen oder einen sonstigen philanthropischen Zweck hat, zu übertragen.

§ 18 Protokolle

(1) Beschlüsse des Vorstands und der Mitgliederversammlung sind schriftlich zu protokollieren und den Mitgliedern auf Verlangen zur Einsicht zu Verfügung zu stellen.

(2) Dritte, welche ein berechtigtes Interesse an Beschlüssen der Mitgliederversammlung beweisen können, können Auszüge aus den Protokollen der Mitgliederversammlung anfragen. Beschlüsse, welche laut gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht werden, werden in den durch das Gesetz vorgesehenen Formen veröffentlicht.

(3) Die Sitzungsprotokolle des Vorstands sind vom Vorsitzenden oder vom Vorsitzenden der jeweiligen Sitzung und einem weiteren Vorstandsmitglied zu unterzeichnen. Vollmachten sind dem Protokoll anzuheften. Der Vorsitzende des Vorstands oder zwei Vorstandsmitglieder sind ermächtigt, Kopien oder Auszüge solcher Sitzungsprotokolle zu unterzeichnen.

§ 19 Allgemeines

Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz und sonstigen anwendbaren Gesetzen entschieden.

§ 20 Inkrafttreten der Satzung

Vorstehende Satzung wurde von der Gründungsversammlung in Steinfort, am 23. November 2023 beschlossen und am 26. März 2024 in Luxemburg geändert.

§ 21 Sprache

Die vorliegende Satzung wurde in französischer Sprache verfasst, gefolgt von einer deutschen und einer englischen Fassung. Im Falle von Abweichungen zwischen den drei Texten hat die französische Fassung Vorrang.

LPVI – Luxembourg Property Valuation Institute a.s.b.l.

Association sans but lucratif

Registered address : 102, route de Peppange
L-3271 Bettembourg, Grand-Duchy of Luxembourg

R.C.S. number : F14275

COORDINATED ARTICLES OF ASSOCIATION AS AT 26 MARCH 2024

§ 1 Name, Registered Office and Financial Year

(1) The name of the Association is:

"LPVI – Luxembourg Property Valuation Institute a.s.b.l. " (the "Association").

In its activities carried out on the territory of the Grand Duchy of Luxembourg, the Association may also use the name "ILEI – Institut Luxembourgeois d'Évaluation Immobilière".

(2) It has its registered office and its administration in Bettembourg.

The Board may fix or transfer the address of the registered office within the limits of the commune of Bettembourg. Deviating from this, the first address of the registered office of the Association shall be determined by the General Assembly.

(3) The financial year is the calendar year. The first financial year begins on the day of the foundation of the Association and ends on 31 December 2023.

§ 2 Purpose of the Association

(1) the promotion of the activities of property valuers in line with any national and international valuation standards,

(2) the development and dissemination of national property valuation and other standards in accordance with international standards, in particular the European Valuation Standards of The European Group of Valuers' Associations ("TEGoVA"),

(3) the promotion as well as the organisation of professional training and further education of the members in the field of real estate valuation and the property industry in a broader sense,

(4) the organisation of scientific events, scientific congresses by the Association and any events resulting therefrom,

(5) the publication of printed matter, newsletters and individual publications as well as through the publication of the reports and findings of the results of the scientific congresses and their bases,

- (6) the establishment of contacts with print and specialist media,
- (7) the support of the members in the practice of their profession with the representation of the common interests of the members on a social and political level,
- (8) cooperation with national and international institutions and associations in the field of property valuation and the property industry in a broader sense,
- (9) exchange of experience among members,
- (10) the collection of monetary donations for the benefit of the purposes described in more detail above.

§ 3 Non-profit Status

- (1) Within the scope of its activities as defined in Article 2 of these Articles of Association, the Association shall exclusively and directly pursue non-profit purposes as defined by law. It operates selflessly and does not primarily pursue its own economic purposes.
- (2) The funds of the Association shall be used exclusively for purposes in accordance with the Articles of Association. There shall be no distribution of profits to members or third parties.
- (3) No one may be favoured by association expenses that are alien to the association's purpose or by disproportionately high remuneration. Reasonable compensation shall be paid for the reimbursement of expenses, unless other legal provisions apply. In individual cases, the Board shall be responsible for assessing the appropriateness of the compensation.
- (4) In the event of a member leaving the Association or in the event of the dissolution of the Association, any assets contributed shall be refunded.
- (5) The purpose of the Association may only be changed under the conditions provided for by law.

§ 4 Members

- (1) The Association consists of:
 - (a) founding members (sec. 2),
 - (b) ordinary members (sec. 3),
 - (c) supporting members (sec. 4) and
 - (d) honorary members (sec. 5).

The minimum number of ordinary members shall be three.

- (2) Any natural person may apply for ordinary membership of the Association who has a professional connection to property valuation, so that a positive contribution to the achievement of the Association's purposes can be expected.

(3) Any natural person, legal entity or other institution that expresses an interest in the work of the Association may become a supporting member.

(4) With the approval of the General Assembly, the Executive Board may appoint cooperation partners of the Association or outstanding personalities as honorary members for special services to the Association or the realisation of the Association's objectives. Honorary members shall be granted exemption from the obligation to pay membership fees.

§ 5 Admission Procedure

(1) Applications for membership shall be submitted by the applicant to the Executive Board.

(2) The application for ordinary membership shall indicate the applicant's professional activity in the field of property valuation.

(3) In the case of supporting members, the person who is to represent the applicant shall be named in the application for membership.

(4) The Executive Board shall decide on the acceptance of the application for admission within the framework of the regular Executive Board meetings. The decision on acceptance must be unanimous.

§ 6 Rights and Duties of Members

(1) Members are entitled to participate in the events of the Association. They shall have equal voting rights in the General Assembly.

(2) If a member participates in working groups or other bodies of the Association in which copyrightable works are created or edited, the member hereby assigns to the Association all rights of use and exploitation under copyright law for exclusive use. The member or the employee shall not be entitled to a share of the income generated by the Association from the exercise of these rights.

(3) In exercising the exclusive rights of use and exploitation to which the Association is entitled under Article 6 (2) of these Articles of Association, the Association shall grant all its respective members the non-exclusive right to use these results for their own purposes within the framework of their own commercial or other gainful activity and, within this framework, to reproduce them and make them available to their own employees but not to third parties. There shall be no obligation to pay remuneration for this.

§ 7 Membership Fee

The membership fee shall be paid annually in advance. The maximum amount of the membership fee is 300 (three hundred) Euros for ordinary members and 1,500 (one thousand five hundred) Euros for supporting members. The amount of the membership fee shall be determined by the General Assembly.

§ 8 Cancellation of Membership

(1) Membership is lost through

- (a) death,
- (b) voluntary resignation,
- (c) deletion from the list of members, and
- (d) expulsion.

(2) Voluntary resignation must be notified in writing to the Executive Committee.

(3) Members who have not paid their dues beyond the end of the Association's year may be deleted from the list of members by resolution of the Executive Committee after two unsuccessful reminders.

(4) A member may be expelled from the Association by resolution of the General Assembly if there is good cause. Grounds for exclusion are in particular gross violations of these Articles of Association and the interests of the Association.

§ 9 Bodies of the Association

(1) The bodies of the association are:

- i. the General Assembly,
- ii. the Executive Board and
- iii. the Advisory Council.

(2) Upon resolution of the Executive Board, further organisational bodies and sections, in particular committees with special tasks, may be created.

§ 10 General Assembly of Members

(1) All members belong to the General Assembly.

(2) Each member has one vote. Each member may participate in a General Assembly by appointing another member as proxy. The proxy shall be in writing and shall be issued separately for each General Assembly. Multiple proxies are permitted.

Members may participate in any meeting by telephone or videoconference or by any other similar means of communication, the effect of which is that all persons participating in the meeting can hear and speak to each other continuously, and which allows them to be identified. In this case, participation in the meeting by any of these means shall be equivalent to participation in person in the meeting, and such meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Association.

(3) The General Assembly shall be convened by the Executive Board. The meeting must be convened at least fifteen days before the date of the meeting.

The convocation shall be made in writing in the form of a letter or an electronic medium (e-mail), enclosing an agenda. The period begins with the day following the dispatch of the convocation letter; the date of the postmark or the date of dispatch of the e-mail shall apply. The letter of convocation shall be deemed to have been received by the member if it is addressed to the last postal or email address given in writing by the member to the Association.

§ 11 Motions

Motions to the General Assembly from among the members shall be submitted to the Executive Committee in writing at least five days before the date of the General Assembly with a brief statement of the reasons for the motion.

§ 12 Ordinary General Assembly of Members, Extraordinary General Assembly of Members

(1) The Ordinary General Assembly shall be held at least once a year.

(2) The Executive Committee may convene an extraordinary General Assembly. Upon written request of at least one fifth of all members, the Executive Committee must convene a General Assembly of Members, stating the proposed agenda. In addition, the Executive Board must convene an extraordinary General Assembly of Members if the interests of the Association so require.

§ 13 Tasks and Decision-making of the General Assembly of Members

(1) The General Assembly is the supreme decision-making body of the Association.

(2) Unless the law or these Articles of Association provide for specific requirements concerning the quorum, the General Assembly of Members shall constitute a quorum, irrespective of the number of members present, provided it has been duly convened. Unless the law or these Articles of Association provide for specific majority requirements, resolutions shall in principle be adopted by a show of hands with a simple majority of votes in accordance with Article 9.

(3) The General Assembly shall be responsible for all tasks, unless these have been delegated to another body of the Association in accordance with the Articles of Association, and shall decide on:

- (a) Purpose of the Association,
- (b) Approval of all rules of procedure for the Association,
- (c) the approval of the annual accounts,
- (d) the discharge of the Executive Committee,
- (e) the election of the Executive Committee,
- (f) amendments to the Articles of Association,
- (g) the fixing of the fees of the personal members,
- (h) the determination of the subscriptions of the supporting members,
- (i) exemptions from fees,
- (j) motions to the General Assembly of Members by the Executive Committee and by personal and supporting members,
- (k) the expulsion of members; and

(l) the dissolution of the Association.

(4) The General Assembly shall elect the Executive Board from among the members. The persons who receive the most votes shall be elected. The election shall take place by secret ballot.

(5) The General Assembly may vote out members of the Executive Board. To vote out members of the Executive Board, 2/3 of the votes cast at the General Assembly must be in favour, with 2/3 of the members present at the meeting.

(6) The General Assembly shall receive the annual report of the Executive Board and the auditor's report and shall discharge the Executive Board from liability. The annual accounts and the annual report shall be submitted to the General Assembly in writing for a resolution on the approval and discharge of the Executive Board. It shall appoint an auditor who shall not be a member of the Executive Board or of a body appointed by the Executive Board and who shall not be an employee of the Association. The auditor shall audit the accounts, including the annual financial statements, and report on the results to the General Assembly. The auditor shall have access to all accounting and financial records of the Association.

(7) The General Assembly shall decide on amendments to the Articles of Association by a 2/3 majority of the votes cast. Motions to amend the Articles of Association must contain the text of the proposed amendments to the Articles of Association and be sent to the members in good time (15 days before the General Assembly) with the invitation to the General Assembly. If 2/3 of the members are not present at the meeting, a new meeting must be convened at least 15 days after the first assembly. Amendments to the Articles of Association may be voted on by a 2/3 majority of the votes cast, without a quorum being present. Notwithstanding the foregoing provisions, amendments to the purpose of the Association may be decided only under the conditions provided by law.

(8) At a General Assembly called to decide on the dissolution of the Association, this must be entered as a separate item on the agenda. The General Assembly shall decide on the dissolution under the conditions foreseen for the amendments to the Articles of Association.

(9) Resolutions shall be passed by a simple majority of votes. In the event of a tie, the vote shall be decided by lot in the case of an election, and in other cases by the vote of the Chairperson or the Executive Committee member presiding over the meeting. Resolutions may be passed outside the agenda if they are adopted unanimously by the members present or represented at the General Assembly.

(10) Minutes shall be taken of the proceedings and resolutions of the General Assembly of Members and shall be signed by the Executive Committee chairing the meeting, the keeper of the minutes and the Secretary General.

§ 14 Executive Board

(1) The Executive Board shall consist of up to five members (Article 14 (1) a-e):

(a) the Chairperson,

(b) the Deputy Chairperson,

- (c) the Secretary General,
- (d) the Treasurer, and
- (e) one other member of the Executive Committee.

The Executive Board keeps a register of members at the registered office of the Association. This register shall include: 1° in the case of natural persons: a) their surnames; b) their first names; c) their private or business address; 2° in the case of legal persons: a) their corporate name; b) their legal form; c) the precise address of their registered office and d) the registration number in the register of companies and businesses if the legislation of the State to which the legal person is subject provides for such a number as well as the exact name of the register.

The Executive Board may decide that the register shall be kept in electronic form. The Executive Board shall enter all decisions regarding the admission, resignation and exclusion of members or the event which necessitates them, in this register within one month of becoming aware of the decision.

(2) The Executive Committee shall be elected by the General Assembly in such a way that first the Chairperson, then the Deputy Chairperson and then the other members of the Executive Committee are elected in separate ballots. With the exception of the Chairperson and the Deputy Chairperson, the Executive Committee shall distribute the functions among themselves. The General Assembly may decide on separate ballots by resolution.

(3) The work of the Executive Committee is honorary. Upon application, only an expense allowance of external costs shall be granted against receipt.

(4) The members of the Executive Board are elected for a period of two years. Re-election is possible.

(5) If a member of the Executive Committee resigns before the end of his term of office, another member of the Executive Committee shall take over his duties or the position may be temporarily filled by the remaining members of the Executive Committee by appointing a member of the Advisory Council as a temporary member of the Executive Committee, provided that the member of the Advisory Council is also a member of the Association. The election of a new Board member shall then take place at the next General Assembly. The respective elected Board members shall remain in office until successors are elected.

(6) An accumulation of offices on one person of the Executive Board is permitted. The Chairperson may not hold any other office on the Executive Board.

(7) The Executive Committee may appoint an Advisory Board with up to five members, who need not necessarily be members of the Association. The Executive Committee may decide that Advisory Board members should be elected to the Executive Committee at the next General Assembly, provided that these Advisory Board members are also members of the Association. The Advisory Board shall act in an advisory capacity to the Executive Committee, without the Executive Committee being bound by the recommendations of the Advisory Board in its decisions. Advisory Board members are entitled to attend Board meetings. Advisory Board members do not have the right to vote in Board meetings.

§ 15 Portfolio of the Executive Committee

(1) The Executive Committee of the Association shall have the power to transact all business and to perform all acts which are necessary or useful for the fulfilment of the objects of the Association. It shall be responsible for all matters of the Association, unless they are reserved by law or by these Articles of Association to the General Assembly.

(2) The Chairperson and the Deputy Chairperson are managing directors. The Association shall in principle be legally bound by the joint signature of the Chairperson or the Deputy Chairperson together with another member of the Executive Board, who shall be jointly authorised to represent the Association and shall represent the Association judicially and extra-judicially in all Association matters, as far as necessary in accordance with the resolutions of the General Assembly.

(3) Furthermore, the Executive Committee may issue special powers of attorney to persons who do not necessarily have to be members of the Executive Committee.

(4) The Executive Committee shall carry out the resolutions of the General Assembly.

(5) The Executive Board shall adopt rules of procedure.

§ 16 Resolutions of the Executive Board

(1) The Executive Committee shall meet regularly, but at least once per quarter. The meeting of the Executive Board shall be chaired by the Chairperson or, in the absence of the Chairperson, by the Vice-Chairperson.

(2) The meeting of the Executive Board shall be convened with a notice period of at least one week before the beginning of the scheduled meeting by notification of all members of the Executive Board. The meeting must be convened in writing in the form of a letter or by electronic means (e-mail) with an agenda attached. The notice period runs from the day after the convening letter is sent; the date of the postmark or the date on which the e-mail is sent is decisive. In urgent cases, compliance with this deadline may be waived, provided that the background of such circumstances is communicated in the written notification of the convening of the meeting. Written notice of a meeting may be waived if all members of the Executive Board agree to it in writing, by letter or by electronic medium (e-mail). If the Executive Board has, by resolution, drawn up in advance a plan of the future Executive Board meetings to be held, stating the place and time, a separate invitation to the individual meetings shall not be required.

(3) The Executive Board shall only have a quorum if the majority of its members are present or represented, including at least one of the Executive Board members. A member of the Executive Board may be represented by another member of the Executive Board who has been authorised to do so by letter, e-mail. A member of the Executive Board may represent several members of the Executive Board.

(4) Written resolutions approved and signed by all Executive Board members are equal to resolutions adopted in Executive Board meetings. Such resolutions may be approved by signature by any member of the Board in writing, by letter, e-mail or similar means of

communication. The written approvals shall be attached to the minutes of the resolution and shall serve as evidence of the approval of the resolution.

(5) Resolutions of the Executive Board shall be adopted by a simple majority of votes. In the event of a tie, the votes of the Chairperson of the Board or, in his absence, the Deputy Chairperson shall be decisive.

§ 17 Duration, Dissolution of the Association

(1) The Association shall be established for an indefinite period.

(2) The dissolution of the Association can only be decided by a General Assembly appointed in accordance with the Articles of Association and in compliance with the rules of Article 13 of these Articles of Association.

(3) In the event of the dissolution of the Association, the members of the Executive Committee shall be appointed liquidators. Unanimity shall be required for the adoption of resolutions by the liquidators. The rights and duties of the liquidators shall otherwise be determined in accordance with the provisions of the law.

(4) In the event of dissolution or termination of the Association, the assets shall be transferred to another Luxembourg non-profit association which has a similar or other philanthropic purpose to the Association.

§ 18 Minutes

(1) Resolutions of the Board and of the General Assembly shall be recorded in writing and shall be made available to the members for inspection upon request.

(2) Third parties who can prove a legitimate interest in resolutions of the General Assembly may request extracts from the minutes of the General Assembly. Resolutions which are published according to legal provisions shall be published in the forms provided by law.

(3) The minutes of the meetings of the Executive Board shall be signed by the Chairperson or the Chairperson of the respective meeting and another member of the Executive Board. Proxies shall be attached to the minutes. The Chairperson of the Board or two members of the Board shall be authorised to sign copies or extracts of such minutes of meetings.

§ 19 General

All matters not regulated by these Articles of Association shall be decided in accordance with the law and other applicable laws.

§ 20 Entry into Force of the Articles of Association

The foregoing Articles of Association were adopted by the Founding Assembly in Steinfort, on 23 November 2023, and amended in Luxembourg, on 26 March 2024.

§ 21 Language

These Articles of Association have been drawn up in French, followed by a German and an English version. In the event of any discrepancy between the three texts, the French version shall prevail.